

Éditorial n° 18-19

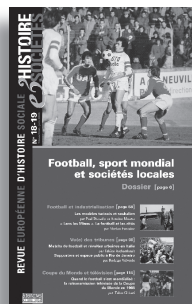
Commémorations, plus ou moins discrètes, rares évocations les grands médias audiovisuels¹ - du soixante-dixième anniversaire de la victoire électorale du Front populaire et du déclenchement de l'une des deux « grèves générales » que la France a connues. Commémorations et mémoire auxquelles les historiens apportent leurs contributions à travers une série d'ouvrages remarquables². Pour quelles interrogations actuelles ? La récente victoire étriquée et ambiguë du front anti-Berlusconi en Italie n'a rien à voir avec le « mouvement populaire » qui a touché la France en « 36 ». Que pourrait être dans les conditions d'aujourd'hui un bouleversement équivalent, de la société française ? La gauche française qui, en apparence, ressemble tant à ce qu'elle était alors, semble paralysée, l'arme au pied, à un an d'une échéance électorale importante. Rien qui puisse évoquer le processus de « Rassemblement populaire » qu'elle avait esquissé dès 1934. Pourtant, le pays a connu, depuis deux ans, des crises à répétition – victoire du « Non », agitation violente des banlieues, mouvement anti-CPE - qui indiquent une profonde instabilité et suggèrent qu'un basculement est possible, voire attendu, mais qu'aucune dynamique ne vient à ce jour structurer.

Le Front populaire, avant la victoire électorale, était juste une nouveauté du paysage politique qui n'a provoqué qu'un faible déplacement des suffrages.

Mais il a préparé la vague de grèves du mois suivant, c'est-à-dire la rencontre du mouvement politique et du mouvement social. En réalité, le Front populaire était une dynamique, dont quelques-unes des composantes étaient :

- la formulation d'un projet³ - réponse à la menace fasciste mais aussi à la montée du chômage et à l'approfondissement de la crise sociale - qu'un slogan arrivait à résumer : « Pour le pain, la paix, la liberté »,
- la pratique de l'unité à gauche, malgré les clivages profonds qui existaient entre ses composantes, radicale, socialiste, communiste, se traduisant par un programme électoral, un engagement de gouvernement pour la législation à venir,
- le développement de l'unité syndicale, réalisée à partir de positions tout aussi éloignées et conflictuelles, entre les « confédérés » de la CGT et les « unitaires » de la CGTU,
- l'intervention en masse des « intellectuels »⁴,
- une effervescence, une créativité, pourrait-on dire, du mouvement social qui, sous les formes les plus diverses, avait progressivement envahi l'actualité au cours des mois précédents.

En ce printemps 2006, seul ce dernier élément constitue un point de comparaison direct avec la France de 1936. Du foisonnement d'idées et d'initiatives qu'a été la campagne du « Non », autour du thème fédérateur de l'antilibéralisme, au coup de jeune décoiffant du mouvement anti-CPE de ces dernières semaines qui a vu le monde syndical se réunir pour la première fois, la société française ne cesse de produire des indices de son besoin désespéré de renouvellement politique. Qu'en pense « la Gauche » ?



1 Signalons toutefois la programmation de France 2 et Arte au cours de la semaine du 3 au 10 juin, avant que la Coupe du monde n'écrase toute actualité !

2 Voir leur présentation dans la rubrique En images, pages 121-137.

3 Préparé également par les réflexions sur les réformes menées au sein des instances syndicales mais aussi d'institutions politiques : le Conseil National Economique.

4 Représentée par les multiples engagements symboliques de certaines des personnalités les plus marquantes de la vie universitaire, scientifique, artistique et littéraire, et concrétisée par la mobilisation de milliers d'anonymes, en particulier au sein du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.